

## Pour l'unité du front prolétarien<sup>1</sup>

Vous n'ignorez pas, camarades, que dans les questions de la famine et du secours urgent à apporter aux prolétaires d'Espagne et de Yougo-Slavie, nous nous sommes directement adressés à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Nous pensons qu'il y a lieu d'examiner ces démarches et d'en exposer le sens véritable. La presse communiste internationale discute beaucoup l'idée du front uni de tous les travailleurs. L'été dernier, nous avons traité cette question dans un manifeste flétrissant les manœuvres d'unité des Internationales 2 et 2½. Nous ne manquâmes pas d'indiquer, dès alors, qu'il fallait, à propos de l'unité, distinguer deux choses différentes : la diplomatie — ou plutôt la politiciannerie — des dirigeants des Internationales 2 et 2½, préoccupés du parti à tirer, pour leur besogne de contre-révolution, d'un mot d'ordre unitaire ; et le procès en voie d'accomplissement au sein des masses ouvrières, attestant une profonde évolution des mentalités et du mouvement ouvrier.

On peut aujourd'hui résumer les faits de la manière suivante : au moment du 2<sup>e</sup> Congrès de Moscou et peut-être encore dans les premiers mois qui le suivirent, la vague révolutionnaire retomba, les masses ouvrières traversèrent une période d'indifférence. On peut dire qu'elles s'orientèrent un moment à droite. Mais la vague remonte. Un revirement s'observe dans les esprits. Les causes en sont économiques : il faut surtout les rechercher dans l'offensive patronale pour l'avilissement des salaires.

Après la fin de la guerre mondiale, nous fûmes les témoins de l'effervescence révolutionnaire des masses ouvrières. Puis, vers 1920, le réformisme reprit des forces. La fatigue des masses ouvrières, épuisées par de longues luttes, détermina cette recrudescence indéniable de réformisme. Les travailleurs voulurent croire à la possibilité de résoudre la question sociale par des mesures pacifiques et de se soustraire par conséquent à des luttes pénibles.

Pour combattre l'indifférence des masses et le réformisme, certains partis — le parti allemand dans l'action de mars, le parti italien dans d'autres circonstances — eurent recours à des moyens héroïques parfois très inopportuns et quelquefois inspirés par l'esprit d'aventure. Il me semble que l'action de mars et d'autres actions de cette sorte doivent nous apparaître aujourd'hui sous un jour nouveau. Les masses ouvrières s'aperçoivent que le réformisme de 1921 ne vaut guère mieux que celui de 1914. Aussi commencent-elles à reconnaître que les communistes avaient quelque raison de le combattre à une époque où elles étaient en proie aux illusions réformistes. L'histoire même réhabilite ces luttes d'hier. En Allemagne, le prestige du Parti Communiste est en voie de relèvement. L'ouvrier comprend que quelles que fussent leurs fautes, les communistes n'ont combattu que pour sa cause. Et que la lutte est inéluctable.

La première caractéristique de la période actuelle est donc le revirement des esprits vers la gauche. Le mouvement est spontané. Il va du réformisme à la lutte des classes. Les travailleurs voient qu'il n'y a pas d'autre issue et que s'ils ne se défendent pas, ils se trouveront acculés à une situation intolérable.

Autre signe des temps, ils manifestent une certaine impotence. Mais ce dernier terme me paraît trop faible. Ne s'agit-il pas, en réalité, d'une impérieuse volonté d'unité ? Elle s'explique historiquement. Leurrée par le réformisme, c'est-à-dire trompée par la bourgeoisie, la classe ouvrière a perdu, en dépit des sacrifices des communistes, plusieurs batailles. Elle le comprend. L'ouvrier, celui qui n'est pas un militant, conçoit la nécessité de l'action de masses et, partant, de l'unité prolétarienne. Après l'expérience de la guerre et de l'après-guerre, rien de plus compréhensible que cette impulsion. Au cours de nos quinze années de lutte contre le menchevisme, nous avons éprouvé en Russie le sentiment que le travailleur d'Europe éprouve maintenant. Mais il est traduit par les dirigeants des Internationales 2 et 2½, et nous nous méfions avec raison. Le revirement intérieur de la classe ouvrière n'en est pas moins important, parce que des dirigeants le déforment et l'exploitent ; et nous devons, nous, penser à l'orienter vers des fins communistes.

Les rumeurs parvenues jusqu'à nous concernent les désaccords entre les dirigeants des deux Internationales socialistes et d'Amsterdam, attirent aussi notre attention sur un fait très remarquable, parce qu'il est le résultat de la situation actuelle. En définitive, ce sont, entre chefs réformistes, les mêmes conflits qu'à Washington. Peut-être ceux-là se manifesteront-ils tout autrement que ceux-ci. Ils ne leur en ressembleront pas moins dans leur essence. Car nous savons que ces dirigeants du réformisme appuient à tout prix leurs bourgeoisies et leurs gouvernements. Et nous sommes de nouveau dans une période de traités secrets apportant les germes de guerres futures. Les intrigues politiques ne tarderont pas à se refléter dans les deux Internationales socialistes.

Constatons aussi qu'une certaine tendance de gauche commence à y prévaloir ; et c'est encore une conséquence du procès susmentionné.

Dans une conversation privée, Lénine soulignait aussi l'entrée dans la vie politique de certaines couches nouvelles du prolétariat — il y en a toujours qui étaient jusqu'à présent à l'écart des luttes politiques ! — qui doivent d'abord épuiser par expérience personnelle leurs illusions réformistes.

Telle est la situation d'ensemble. Examinons-en de plus près certains détails.

L'Allemagne est à cette heure le pays le plus important pour la révolution, celle-ci étant là plus imminente qu'ailleurs. Notre parti a subi en Allemagne de grands changements. Quelques-uns d'entre nous n'en ont vu que des aspects partiels, voire des questions de personnes. S'orienter dans ces événements est malaisé. Mais on voit cependant

<sup>1</sup> Source : *Bulletin communiste* n° 2 (troisième année), 12 janvier 1922, avec l'introduction suivante : « Nous publions ci-dessous le discours prononcé par Zinoviev à la séance de l'Exécutif de l'Internationale Communiste, le 4 décembre 1921. »

que la lutte dans le Parti allemand gravite autour d'une question aussi importante que complexe. Les erreurs de gauche ou de droite — qui ne font pas défaut — ne constituent assurément pas le fond du débat.

On vient, en Allemagne, de franchir une étape. Vous connaissez les résolutions du dernier Congrès National du Parti allemand, qui l'ont nettement engagé dans la voie du front révolutionnaire uni. Le Parti allemand s'est même déclaré disposé à entrer, sous certaines conditions, dans un gouvernement ouvrier. Nous avons vu, si je ne me trompe, [Paul Levi](#) et ses amis se prononcer contre une semblable participation au pouvoir. (*Interruption de K. Radek* : « Non ! ») S'ils ne l'ont pas fait avec netteté, ils ont pourtant dénoncé l'inconséquence inouïe, à leurs yeux, des communistes. Je renonce à m'étendre sur ce sujet. Je constate seulement que l'une des plus importantes sections de l'I. C. vient d'adopter cette ligne de conduite. Et ce n'est pas que le communisme soit, comme le voudrait Levi, au déclin en Allemagne. L'évidence est au contraire qu'il s'y développe sûrement si ce n'est rapidement. L'attitude du Parti allemand ne s'inspire d'aucun pessimisme. Elle découle au contraire de la sensation très nette que la machine s'est remise en marche, que le Parti est en progrès, que les masses le soutiennent dans une large mesure.

En Italie aussi la situation est remarquable. Nous voyons là un jeune Parti Communiste qui a déjà dû combattre le centrisme et le mi-centrisme, et qui souffre sans contredit de quelques maladies doctrinaires peu graves. Il est, pour tout ce qui n'est pas purement communiste, d'une intolérance farouche, et ce n'est pas ce qui l'empêche de commettre des fautes. En parcourant ses journaux, on y trouve trop de théorie. Mais tous les camarades revenant d'Italie sont unanimes dans leurs appréciations : le Parti italien a grandi depuis le 3<sup>e</sup> Congrès et mérite une plus grande estime. Or, ses luttes contre le fascisme et dans l'action syndicale l'ont amené à adopter le mot d'ordre du front révolutionnaire uni. Cette évolution peut être facilement suivie par la presse italienne. Le front prolétarien uni ! Toute la propagande des communistes y tendait aussi. C'est donc que ce mot d'ordre est en quelque aorte dans l'air.

Dans d'autres pays où nous possédons — ou paraissions posséder — la majorité, la situation est tout autre. Les camarades français n'ont pas voulu du front unique dans l'action contre la famine. Ce n'est pas qu'ils soient meilleurs marxistes que d'autres : c'est simplement que la grande majorité des travailleurs — politiquement organisés — du pays est avec eux. A cet égard, la situation de la France ressemble vivement à celle en Tchécoslovaquie et en Norvège, où nous sommes également en majorité. On y souhaite une conduite plus rectiligne. Je ne pense pas que ce soit juste. Que nous ayons ou non la majorité, notre mot d'ordre doit être, en l'occurrence, le même.

Un télégramme d'Angleterre nous annonce que la majorité des organisations londoniennes du Labour Party se prononce maintenant pour l'admission des communistes. On se souvient que nous défendîmes au 2<sup>e</sup> Congrès, contre [Serrati](#), l'adhésion au Labour Party. Quand nous décidâmes d'y entrer, M. [Henderson](#) nous signifia qu'il ne serait pas assez sot pour nous y admettre. La décision de Londres montre qu'il y a là aussi quelque chose de changé. Il est très probable que la volonté d'unité des travailleurs anglais se manifeste de cette façon. Et nous devons conseiller aux communistes anglais d'adopter à leur tour le mot d'ordre du front prolétarien uni.

Un rapport du camarade [Platten](#) m'apprend qu'en Suisse nos efforts ont abouti à la convocation, au début de janvier, d'un Congrès syndical qui aura pour tâche de réaliser précisément le front uni contre le chômage, etc.

En Amérique, la situation est tout à fait particulière. Pour autant qu'on s'y retrouve, j'y vois un mouvement unitaire sur les bases de la constitution de gauches syndicales et politiques. Car M. [Gompers](#) a réussi à tellement corrompre la droite qu'elle prépare pour ainsi dire elle-même le terrain à ceux qui prendront sa succession.

Telle est la situation dans les différents pays, d'après les renseignements que nous possédons. J'y ajouterai quelques brèves indications sur les expériences russes. Le menchevisme et le bolchevisme sont des phénomènes internationaux. En 1903, nous engageons la lutte contre le menchevisme. En 1905, le premier grand mouvement pour l'unité se produisit. Force nous fut de nous unir, sous la pression des masses ouvrières. En 1905, nous formions notre premier Comité Central commun. En 1906, à Stockholm, nous fusionnâmes. Mais ce qui est surtout intéressant, c'est qu'en 1912-1913, au début de la crise pré-révolutionnaire, nous nous trouvâmes de nouveau en présence du désir d'unité des masses. Les mencheviks s'égosillaient à réclamer l'unité ouvrière. Nous leur opposâmes « l'unité par en bas », celle des masses laborieuses elles-mêmes contre le menchevisme et le capitalisme. Et c'est le principe que nous devons propager en Allemagne et ailleurs, toutes questions de formes réservées. Nos ennemis nous dénoncent comme des scissionnistes invétérés. Sachons faire nôtre, dans l'intérêt du communisme, cette revendication de l'unité ouvrière.

Deux mots sur l'aspect *parlementaire* du problème. En Thuringe (Allemagne), nous vîmes récemment une situation dans laquelle nos voix furent décisives pour la constitution d'un gouvernement socialiste. Nos camarades soutinrent les mencheviks. Je crois qu'ils ont bien fait.

Situation analogue en Suède. M. [Branting](#) y chancelle. Mais pour autant qu'il a besoin d'une majorité socialiste, il lui faut le concours de notre petite fraction. Je suis d'avis que, dans certains cas, nos camarades ne doivent pas hésiter à prêter leur concours à un ministère menchevik. Nous devons, me semble-t-il, ôter à M. Branting la possibilité de dire : « Je n'aurais pas dû m'associer à la droite si les communistes s'étaient comportés autrement ». Procurons-lui au contraire le moyen de s'user aussi promptement que possible, tout en démasquant son jeu à toute occasion. Plus il aura de liberté d'action et mieux le menchevisme apparaîtra mis à nu et plus lourdes seront ses responsabilités.

Je crois que nous devons systématiser tout cela. Dans les différents pays, les partis suivent empiriquement la

même voie. Dans plusieurs questions, par exemple celles relatives à la famine, à la terreur blanche en Espagne, etc., nous avons pris l'initiative. Et certains éléments à demi centristes ou serratistes de l'I. C. de s'exclamer « que toutes les fois qu'il s'agit d'une question russe, l'Exécutif n'hésite pas à faire cause commune avec les hommes d'Amsterdam » — et « qu'il faut en faire autant ailleurs ». Argumentation nationaliste qui est d'ailleurs radicalement fautive. Je tiens à rappeler ici que le camarade Lénine a déjà écrit, il y a dix-huit mois, dans la [Maladie infantile du Communisme](#), qu'il fallait aider M. Henderson à s'user aussi vite que possible en l'aidant à arriver au pouvoir. Il ne s'agissait pas là, que nous sachions, d'une question russe.

On ne peut naturellement pas méconnaître les grands dangers de cette voie. Ils proviennent surtout du fait que nos organisations ne sont pas encore tout à fait communistes. Elles n'ont pas encore rompu assez profondément avec le centrisme. Et nous devons, à cause de cela, exécuter une manœuvre (je ne parle pas ici d'une manœuvre au sens vulgaire du mot) très délicate en nous inspirant uniquement de la situation des classes. Mais pour manœuvrer, il faut un esprit lucide et un terrain ferme ; en un mot, il nous faut des partis vraiment communistes. Meilleurs ils seront et plus nous pourrons nous aventurer dans la voie du front unique. Nous serons alors apparemment — rien qu'apparemment — en mesure de faire des concessions. Sans doute sera-ce dangereux dans les pays où nos partis sont encore relativement faibles. Nous ne nous le dissimulons pas. Mais comme il ne s'agit nullement d'une partie d'échecs entre deux intellectuels, mais bien de l'émanation d'un grand mouvement de masses, il ne nous reste qu'à dire : « Si quelques partis n'ont pas encore l'expérience voulue, qu'ils l'acquière » — et à attirer leur attention sur les périls prévus.

D'autre part, il faut dire les choses telles qu'elles sont. Les gens d'Amsterdam et de la 2<sup>e</sup> Internationale ne comprennent que trop bien le pourquoi véritable de nos mots d'ordre. Ils sont malins, peut-être plus malins que nous. Mais il ne s'agit pas de les surpasser en adresse : il s'agit de marcher réellement de pair avec les masses ouvrières. Ce ne sera pas sans établir au préalable certaines conditions. Tous les partis de l'I. C. devront nous informer amplement sur ces choses et nous faire parvenir une documentation complète concernant le front unique. La seule condition *sine qua non* que nous leur poserons sera que leur indépendance ne soit en aucun cas, et sous aucun prétexte, aliénée. Et puis, travaillons à cristalliser notre parti, puisqu'il est le seul qui représente les intérêts généraux de la classe ouvrière. Insistons aussi sur la conservation de notre pleine liberté de critique à l'endroit des Internationales 2 et 2½. Nous avons eu connaissance des lettres de M. [Emil Barth](#), membre du Parti Social-Démocrate Indépendant d'Allemagne, dans lesquelles il dit en somme : « Nous sommes prêts à vous prêter notre concours pour combattre la famine en Russie, mais nous attendons que vous modériez naturellement quelque peu votre façon de parler à notre égard et cessiez de nous traiter d'agents de la bourgeoisie ». Mon avis est qu'il faut repousser de pareilles exigences. Nous accepterons peut-être des compromis, mais à notre liberté de critique nous ne renoncerons pas.

Dans les pays où nous sommes en minorité (Allemagne, Italie) et en voie de développement, je présume que cette tactique n'offrira guère de difficultés. Les camarades en comprendront la nécessité et s'y conformeront d'instinct. Dans les pays où nous sommes la majorité, comme en France, des difficultés pourront naître, surtout si la scission des syndicats s'achève. Même au lendemain de cette scission, il faudrait encore opposer à l'organisation de M. [Jouhaux](#) l'établissement d'un front révolutionnaire uni. Ce n'est pas que nous renoncions à l'Internationale des Syndicats rouges. « Pourquoi, nous demande-t-on, former une nouvelle Internationale Syndicale si vous voulez le front uni ? » Nous répondons tout simplement que la Centrale d'Amsterdam est une organisation de la démocratie bourgeoise, tandis que l'Internationale Syndicale Rouge est une organisation purement prolétarienne. Nous voulons négocier avec Amsterdam et agir de concert toutes les fois que ce sera possible. Mais nous ne pouvons pas renoncer à avoir nos propres organisations. Et nous conseillons aux travailleurs de Norvège, parmi lesquels nous avons la majorité, de sortir de l'Internationale d'Amsterdam, Cela ne nous empêchera nullement d'inviter, en cas de grève, les syndicats réformistes à faire cause commune avec nous.

En France, le parti dirigé par [Jean Longuet](#) n'est qu'une infime minorité. Mais lorsqu'il s'agira d'organiser une manifestation contre la guerre ou contre Washington, nous serons toujours prêts à proposer à ces messieurs une action commune. Qu'on n'aille pas en déduire que nous préconiserions pour cela de présenter en période électorale des listes communes. Non, certes ! Dans les cas de ballottage, nous avons toujours opté pour le moindre mal, sans jamais nous engager par principe. Car jamais nous ne devons abdiquer en tant que Parti Communiste. Et là même où nous avons la majorité nous ne devons aucunement perdre de vue que nous devons encore gagner à nous les ouvriers demeurés derrière les Internationales 2 et 2½.

Voilà les données générales d'une situation. Il va de soi qu'il faudra les adapter aux circonstances de chaque pays. Chaque parti aura la liberté de procéder lui-même à cette adaptation. Seulement, nous insisterons pour qu'on ne se borne pas à se placer ce faisant au point de vue allemand ou italien et que l'on se place toujours au point de vue mondial.

Nous avons déjà fait quelques démarches dans le sens indiqué. Mais les gens d'Amsterdam s'enferment dans un mutisme absolu. Ils ne se sont pas même donné la peine de répondre à notre proposition concernant l'action contre la terreur blanche en Espagne. On ne peut douter qu'ils continueront à nous saboter pareillement à l'avenir. Ou encore ils nous poseront des conditions inacceptables, telles que la liquidation de l'I. S. R. Soit. En présence même de leur silence, il ne nous est pas permis de dire simplement : « Que le diable les emporte ! » Car il est question d'un formidable procès en voie d'accomplissement dans les masses ouvrières, et dont nous avons le devoir de tirer parti pour le communisme.

En présence des résultats de la Conférence de Washington, par exemple, nous aurons à appliquer dans tous les pays, le mot d'ordre du front prolétarien uni. Aucune occasion d'agir ne doit nous échapper ; mais jamais les périls encourus dans notre action ne doivent être d'autre part oubliés. Nous entendons dire, dans certains pays où il y a encore des dirigeants mi-centristes, « que les hommes des Internationales 2 et 2½ sont loin d'être aussi mauvais qu'on le prétend, ce que d'aucuns ont toujours su ». Et l'on demandera : « Pourquoi donc fallait-il la scission ? » Tout communiste doit pouvoir répondre à cette question. C'est justement à l'issue d'une période de scissions par lesquelles nous sommes devenus une puissance réelle, que nous sommes en mesure de collaborer, en vue de certaines conditions, avec les Internationales 2 et 2½, en vue de gagner plus rapidement les masses au communisme. Si nous n'avions pas fait ces scissions, nous ne serions pas le puissant facteur que nous sommes à cette heure et nous ne pourrions pas manœuvrer comme nous le faisons. Peut-être d'ailleurs aurons-nous encore à accomplir des scissions. Ne nous laissons pourtant pas de répéter aux socialistes : « Oui, nous voulons l'unité sur telle ou telle plate-forme donnée. Nous sommes disposés à toutes les concessions formelles, mais nous entendons ne rien aliéner de notre indépendance ! »